

Rejoignez-nous sur le site

www.alyammagazine.com



- Pétrole et Gaz au Liban : les potentialités, les chances et les risques
- La réaction de l'Islam du juste milieu
- Une (certaine) histoire du Proche-Orient

N° 100 - Juillet 2016

Fondé en 1966 par Wafic El Tibi

Après le Brexit, imaginer un autre projet européen

Dr Charles Saint-Prot, Directeur général de l'Observatoire d'études géopolitiques

En votant pour la sortie de l'Union européenne (Brexit), lors du referendum du 23 juin 2016, le sursaut du vieux lion britannique a démontré que les grands peuples ne se couchent jamais et l'idée de souveraineté nationale est loin d'être morte.

Ce coup de semonce pourrait constituer une chance historique de refonder la coopération européenne sur d'autres bases. Comme l'écrivait Jean-Pierre Chevènement dans Le Monde daté du 26 juin, Le fonctionnement « opaque et technocratique des institutions européennes est rejeté partout. Même la Grande-Bretagne qui s'était pourtant ménagé un statut spécial en Europe vient de manifester spectaculairement son attachement aux prérogatives de son Parlement. Le peuple britannique n'a pas cédé au chantage et à la peur orchestrés par les milieux économiques dominants. » Ces mêmes milieux prédisent le pire aux Britanniques en oubliant qu'on peut très bien vivre d'une façon prospère sans être membre de l'union bruxelloise, comme c'est le cas de la Suisse ou de la Norvège qui se portent d'ailleurs mieux que les pays qui se sont fondus dans la machine infernale eurocratique. Ajoutons que dans un certain nombre de domaines essentiels, la Grande Bretagne restera naturellement un partenaire indispensable, à commencer par l'axe franco-britannique en matière militaire qui est d'ailleurs le seul système de défense crédible en Europe. S'il est tant décrié par les thuriféraires de la

sont hostiles à l'Union, s'explique par la dérive supranationale et fédéraliste de l'institution européenne qui au fil du temps est devenue une eurocratie bureaucratique rêvant d'anéantir les réalités nationales au profit d'une construction artificielle dominée par une Allemagne arrogante et dominatrice.

Le message est essentiel et il est assez consternant de noter que les commentateurs et la majorité des médias, après avoir joué sur les peurs en annonçant l'apocalypse si le leave (sortir) l'emportant sur le remain (rester), s'emploient à l'ignorer en détournant l'attention des questions très subalternes comme le sort des Français qui ont créé des sociétés à Londres pour payer moins d'impôt, la situation des Britanniques ayant une maison au sud de la France ou le confort des étudiants vadrouilleurs et en ne traitant jamais des véritables questions qui concernent tout simplement l'avenir des nations et des peuples.

On ne peut pas savoir si la sortie britannique fragilisera la croissance - comme continuent à le prédire des oiseaux de mauvais augure - mais cet argument des européistes semble bien faible si l'on considère que la croissance n'était déjà pas au rendez-vous depuis plusieurs années et c'est précisément l'accumulation des promesses non tenues qui a conduit de plus en plus de citoyens des nations européennes à douter de la pertinence du modèle européen. Par ailleurs, l'avenir des nations n'est pas une affaire de petits comptes et de petits calculs. Tout au plus les hommes politiques concèdent-ils maintenant qu'il faut changer l'Europe. Il était vraiment temps de s'en apercevoir alors qu'il est évident depuis longtemps que ce système, une sorte de totalitarisme fédéraliste techno-bureaucratique, ne marche pas !

À vrai dire, le Brexit est un service rendu à l'Europe. Il doit conduire à repenser la coopération entre les nations européennes.

En effet, la question n'est pas de savoir si l'Union européenne peut être sauvée mais bien de changer de logiciel et d'abandonner tout le fatras idéologique qui sous-tend

le projet européiste depuis les élucubrations des Jean Monnet et autres Robert Schuman. Il s'agit bien de construire un projet en tous points différents car il est certain qu'un système totalitaire fondé sur une idéologie supranationale, ultra libérale et technocratique,



n'est pas capable de se réformer. Il faut donc faire autre chose.

Analysant les conséquences du vote britannique, François Fillon a souligné qu'une certaine conception de la construction européenne

a fait son temps, « il y a maintenant urgence à changer l'organisation de l'Union européenne. Le rôle des Nations doit être affirmé car l'Europe n'est pas un État fédéral ».

Il est clair qu'il faut renverser la logique, c'est-à-dire mettre fin à l'Union européenne telle qu'elle s'est construite au détriment des nations et des peuples. Dorénavant, la souveraineté des nations doit être respectée et il est temps d'imaginer une autre coopération des nations européennes qui doivent continuer à peser dans le contexte géopolitique du monde moderne. Il faut travailler à faire naître une Europe des nations respectant leur souveraineté et leur identité, dans le cadre d'une coopération ouverte à tous les pays du continent, où la Grande-Bretagne, qui est une vieille et noble nation, aura bien entendu toute sa place.

Cours du pétrole et avenir de l'économie africaine

Henri-Louis VEDIE, Professeur émérite /Groupe HEC Paris

La chute des cours du Brent, avec un prix du baril divisé par deux en un an, est pour un grand nombre d'observateurs à l'origine des difficultés économiques que rencontre le continent africain.

Une analyse de la production de pétrole africain conduit à relativiser cette affirmation. En effet ne peuvent être concernés par cette chute que les pays exportateurs de pétrole.

Or, sur les 54 pays africains, 19 seulement sont des pays producteurs et seule une petite dizaine d'entre eux sont exportateurs.

Selon l'agence des États-Unis Energy Information Administration (EIA), si parmi les 92 premiers pays producteurs de pétrole, 19 sont africains - le Nigéria, l'Angola, l'Algérie, la Lybie, l'Égypte, la Guinée équatoriale, la République du Congo, le Soudan/Soudan du sud, le Gabon, le Tchad, le Ghana, la Tunisie, le Cameroun la Côte d'Ivoire, la RD du Congo, le Niger, la Mauritanie, l'Afrique du Sud et le Maroc- seulement 9 de ces pays ont une production significative, soit de plus de 0,3% de la production mondiale, et quatre d'entre eux ont une production supérieure à plus de 1% : le Nigéria 3,11%, l'Angola 2,34%, l'Algérie 1,95% et la Lybie 1,2%.

Parmi les cinq autres, l'Égypte produit 0,7% de la production mondiale, c'est donc le cinquième producteur du continent, mais compte tenu de sa population de près de 90 millions d'habitants, ce n'est pas un pays exportateur et elle est donc peu affectée par le cours du baril. Ce n'est pas le cas de la Guinée équatoriale, de la République du Congo, du Soudan/Soudan



du sud et du Gabon.

Au total, ce sont donc huit pays qui sont concernés négativement par la chute des cours pétroliers. Pour tous les autres États - producteurs non exportateurs ou seulement importateurs - la chute des cours est une aubaine. Avec un baril à moins de 50 dollars, la facture pétrolière de leurs importations est réduite d'une façon appréciable. Leur balance commerciale est donc améliorée d'autant.

Par contre, pour les pays producteurs exportateurs qui n'ont pas ou n'ont pas su voulu diversifier leur économie, se contentant d'une économie de rente à court terme, la situation est difficile. C'est particulièrement le cas pour le Nigéria, l'Angola et l'Algérie.

Ces pays étaient certes dotés de réserves importantes de devises mais celles-ci fondent comme neige au soleil depuis plus d'un an et elles risquent de disparaître très rapidement si le cours du pétrole ne remonte pas de façon significative en 2016 et en 2017.

Suite page 2



pensée unique, c'est que le vote britannique constitue sans aucun doute une défaite de l'Union européenne telle qu'elle a évolué depuis quelques décennies.

Ce vote, mais aussi le nombre croissant de citoyens des diverses nations d'Europe qui

Pétrole et Gaz au Liban : les potentialités, les chances et les risques

Dr Zeina el Tibi

Fondateur et Président de 1965 à 2012 de l'Arab Petroleum Research Center, éditeur de publications sur le pétrole et le gaz naturel au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, le Dr Nicolas Sarkis, expert pétrolier mondial, a traité des gisements de gaz et de pétrole au large du Liban que les autorités tardent à exploiter, au cours de la conférence qu'il a donnée le 27 juin à l'invitation de la Chambre de Commerce Franco-Libanaise à Paris.

Le conférencier a fait le point de la situation et mis en garde contre des anomalies qui pourraient être désastreuses.

Le Dr Sarkis a évoqué les rêves suscités par le pétrole qui risquent de finir en cauchemars si les responsables n'agissent pas dans les plus brefs délais et dans les normes car la formation d'un organisme national pour les hydrocarbures doit être suivi d'actions concrètes pour que les travaux d'extraction et les accords y relatifs se concrétisent.

de l'économie nationale et le bien-être de ses citoyens.

Mais il pourrait également avoir des effets pervers plus ou moins semblables à ce qui est appelé en économie la « maladie hollandaise » : inflation, corruption, régression des activités économiques traditionnelles, etc. Au Liban, tout en espérant le mieux, il devient de plus en plus urgent d'être vigilant pour éviter les dérapages et corriger les graves anomalies qui se manifestent déjà, et qui sont loin d'être rassurantes ».

Une défaillance législative

Nicolas Sarkis a mis en exergue la défaillance législative en indiquant que la loi pétrolière de 2010 fait franchement pâle figure avec ses 27 pages portant sur des principes très généraux, n'indiquant aucun chiffre et aucun pourcentage.

Tout se passe « comme si les 128 membres du Parlement libanais avaient donné aux 6 fonctionnaires membres de l'Autorité du Pétrole, placée sous la tutelle du ministre de l'Énergie et de l'Eau, une procuration pour légiférer à leur place dans un domaine d'une importance aussi vitale pour le pays. »

les mesures qu'il faut à tout prix prendre dès maintenant pour maximiser les revenus.

Il n'est pas étonnant que « cette situation pose de nombreux points d'interrogation et suscite, à tort ou à raison, de graves soupçons. »

Ainsi les intérêts nationaux du Liban sont-ils mal défendus alors même que le voisin ennemi israélien a adopté des mesures législatives

et fiscales pour tirer le meilleur parti possible des ressources en hydrocarbures qu'il a déjà commencé à exploiter au large de ses côtes, tout en lorgnant dangereusement sur les eaux territoriales libanaises.

Des risques de pertes colossales

Nicolas Sarkis expose que « les vrais risques, ou plutôt la vraie certitude qui existe est celle de



matière d'exploitation du pétrole et du gaz met en lumière bon nombre d'anomalies qui en font une bonne feuille de route pour des conséquences désastreuses.

Pour cette raison, « il est absolument indispensable de repenser certaines mesures majeures prises jusqu'ici, avant que des accords d'attribution de droits d'exploration/production ne soient signés avec les sociétés intéressées, c'est-à-dire avant que l'irréparable ne soit fait, et avant que le Liban ne soit piégé dans des obligations internationales dont il lui serait très coûteux et très difficile de se libérer, comme cela a déjà été le cas avec le manque de rigueur qui a marqué les négociations sur la démarcation de sa zone économique exclusive. »

Une chance historique

Faut-il souscrire à l'optimisme du Dr Sarkis lorsqu'il déclare qu'il faut espérer que les dirigeants libanais puissent saisir cette chance historique que représente la possibilité de développer d'une industrie pétrolière et gazière nationale.

Il faut l'espérer pour que nos compatriotes en tirent le meilleur parti possible, et que les millions de Libanais qui triment toute la journée pour pouvoir boucler leurs fins de mois ne pensent pas qu'on leur a dérobé leur pétrole et leurs espoirs. » Hélas, sans le contexte actuel, poser la question c'est presque y répondre...



De possibles effets pervers

Selon l'expert, « le développement possible d'une production pétrolière et gazière au large du Liban serait un événement porteur de grandes promesses pour le redressement

Le danger Israélien

Une autre anomalie de taille réside dans le fait qu'une main invisible braque le projecteur sur l'argent du pétrole qui viendrait inonder l'économie libanaise, alors qu'un silence étonnant entoure

perdes colossales auxquelles certains responsables libanais exposent eux-mêmes leur pays à travers une approche qui, pour le moins qu'on puisse dire, manque de professionnalisme, de cohérence et de transparence ».

En réalité, affirme-t-il, la politique libanaise en

Cours du pétrole et avenir de l'économie africaine

Suite de la page 1

Ainsi, au niveau du continent africain, le choc pétrolier ne saurait être rendu responsable à lui seul des prévisions pessimistes du FMI, revues à la baisse concernant les perspectives de croissance du continent africain, et des difficultés rencontrées par certains pays comme l'Afrique du sud qui ne semble pas profiter de la chute des cours pétroliers.

Bien plus que la chute des prix des hydrocarbures, c'est la mauvaise gestion, d'une part, et la chute du cours des matières premières hors

pétrole, d'autre part, qui pénalisent le continent. Et à cela vient s'ajouter l'insécurité grandissante de certains territoires, laquelle insécurité est peu propice aux investissements étrangers. Pour les pays exportateurs de pétrole comme pour les autres, cette difficile période devrait être l'occasion de mettre en place les réformes nécessaires, visant à diversifier leur économie, à privilégier les industries de transformation et à mieux planifier de véritables programmes de développement. Pour les uns comme pour les autres.

Dans ce cas, la difficile parenthèse ouverte par le dernier choc pétrolier se refermera à moyen terme, des réformes sont indispensables pour repartir sur de nouvelles bases et éviter ainsi de connaître éventuellement des temps encore plus difficiles en cas de retour à d'autres chocs, qu'ils soient pétroliers ou non.

Avec des pays bénéficiaires du choc pétrolier et des pays qui en sont victimes, il est aujourd'hui très difficile d'établir une prévision globale de la croissance du continent africain pour les années 2017-2018. Si le nombre des pays

bénéficiaires de la baisse des cours est six fois plus important que celui des pays victimes de cette baisse, pour autant le niveau de développement atteint par les seconds est souvent supérieur à celui des premiers. Les pays pétroliers étant considérées, à tort ou à raison, comme les locomotives du développement économique du continent.

Tout le problème est donc de savoir si le continent africain continuera de bénéficier d'une croissance moyenne annuelle d'environ 5%, ce qui en fait l'une des régions les plus dynamiques d'un monde en crise.

La réaction de l'Islam du juste milieu

Alors que les commentateurs occidentaux ne cessent de mettre en exergue les dangereuses minorités extrémistes qui caricaturent l'Islam, deux événements, intervenus en pleine période de ramadan, sont venus rappeler qu'il ne faut pas généraliser et oublier que la grande majorité du monde musulman condamne le terrorisme et l'extrémisme.

Coopération entre Azhar et l'Institut catholique de Paris

À l'occasion d'une visite en France de Cheikh Ahmed Mohamed el Tayeb, Grand Imam d'al Azhar et chef de file de l'Islam en Égypte, qui a été reçu à l'Élysée après s'être rendu à Rome où il a rencontré le pape François, une convention de coopération entre l'Université de l'Azhar et l'Institut catholique de Paris (ICP) a été signée le 25 mai 2016 par le professeur Ibrahim el Houdhoud, recteur de l'université al Azhar et Mgr Philippe Bordeyne, recteur de l'Institut Catholique de Paris (ICP).

De nombreuses personnalités du monde universitaire et intellectuel ont assisté à cette signature dont Amin Maalouf, écrivain libanais et membre de l'Académie française.

La convention, qui la première signée par l'ICP

sa « grande fierté de la coopération avec la prestigieuse Université de l'Azhar qui soutient la promotion de la culture de la paix et du vivre ensemble parmi les peuples et des sociétés ».

De même, il a confirmé que cette coopération représentait un rêve personnel pour lui et un espoir que tous les professeurs et les étudiants de l'ICP. Mgr Bordeyne a souligné que le discours du Grand Imam, prononcé la veille lors du deuxième forum des Sages de l'Orient et de l'Occident, a eu un grand effet en raison de sa vision modérée de l'Islam. « Ce discours reflète la clairvoyance du Grand Imam ainsi que sa volonté d'œuvrer pour la paix et la concorde entre les peuples... »

Ce discours, comme la rencontre historique entre le Grand Imam et le Pape François, peut contribuer à mettre en place un véritable



Au Maroc, le Roi Mohammed VI, a procédé, le 14 juin 2016 à Fès, à l'installation des membres du Conseil supérieur de la Fondation Mohammed VI des oulémas africains. Il est notable que toutes les parties de l'Afrique – francophones, anglophones et lusophones – sont représentées dans cette fondation, ce qui démontre l'influence grandissante du Maroc sur ce continent.

Souverain chérifien afin de consolider le lien religieux entre le Maroc et l'Afrique. C'est à la fois une partie d'une politique africaine qui est devenue un axe stratégique de la diplomatie du Royaume, et c'est aussi le renforcement du rôle exceptionnel que joue le Maroc dans le domaine de la maîtrise du champ religieux face à l'extrémisme.

La politique africaine du Maroc se trouve donc encore renforcée, mais en même temps c'est le rôle du Maroc contre l'extrémisme qui est de nouveau mis en exergue. Aujourd'hui, grâce à l'action soutenue de son Roi, le Maroc est devenu le principal bastion de l'Islam du juste milieu face aux thèses extrémistes et aux dérives extrémistes des charlatans qui caricaturent le vrai Message de l'Islam. Dans ce domaine - comme dans d'autres - le Maroc est donc bien un acteur essentiel et un partenaire indispensable aussi bien des États africains que des États européens.

Al Ayam Bureau de Paris



avec une université musulmane et la première signée par Al Azhar avec une université catholique, porte sur une coopération dans les disciplines de la culture, de la traduction, de la littérature et du dialogue interreligieux. La mise en place à l'ICP à la rentrée d'automne d'un séminaire doctrinal sur le dialogue interculturel, dans lequel interviendront des enseignants d'Al Azhar, sera la première traduction concrète de cet accord. Des thèses françaises et égyptiennes pourront également être codirigées par des professeurs des deux institutions.

Dans un discours prononcé à cette occasion, le Professeur Ibrahim el Houdhoud a affirmé que l'Azhar a toujours eu une vision ouverte à toutes les cultures tout en indiquant que son Université porte une grande attention à la coopération avec toutes les institutions scientifiques et religieuses partout dans le monde. Il a rappelé que l'Université de l'Azhar envoie régulièrement ses étudiants à l'étranger pour acquérir les différentes connaissances et accueille des étudiants étrangers venant de plus d'une centaine de pays du monde. Il a affirmé que « L'Islam incite les musulmans à établir des liens avec tous les hommes quelles que soient leurs religions ou leurs cultures, parce que l'Islam est une religion de paix et de tolérance ».

Pour sa part, le recteur de l'Institut Catholique de Paris (ICP), Mgr Philippe Bordeyne, a exprimé

dialogue entre l'Orient et l'Occident basé sur la coopération mutuelle et le vivre-ensemble ».

Pour l'académicien Amin Maalouf, ce partenariat ouvre le chemin que « notre humanité va devoir emprunter si elle veut sortir de la nasse, entre d'un côté, un progrès sans équivalent, de l'autre, un piétinement, voire une régression ». Par son souci de connaissance mutuelle, il répond à la nécessité de reconnaître la « dignité culturelle » de chacun, sans laquelle la civilisation ne peut être « vraiment universelle et vraiment humaine ».

Coordinateur de la convention, le Professeur Oussama Nabil, Chef du Département de la Langue et de la Littérature françaises à l'Université de l'Azhar et également directeur de l'Observatoire du monde musulman récemment créé par le Grand Imam afin de combattre l'extrémisme, a mis l'accent sur l'importance de la coopération entre l'Université de l'Azhar et l'ICP en raison des objectifs communs de ces deux institutions universitaires visant à servir l'humanité.

Il a souligné également que les études littéraires en tant qu'introduction au dialogue entre les cultures et les religions, constituent un nouveau mécanisme pour corriger les idées erronées et combattre les visions extrémistes.

Le Maroc champion de l'Islam du juste milieu

La Fondation Mohammed VI des oulémas africains vient renforcer le rôle du Maroc dans le domaine de la maîtrise du champ religieux face à l'extrémisme

Paris – La Fondation Mohammed VI des oulémas africains, dont les membres du Conseil supérieur ont été installés mardi à Fès, lors d'une cérémonie, présidée par SM le Roi Mohammed VI, Amir Al Mouminine, vient renforcer le rôle que joue le Maroc dans le domaine de la maîtrise du champ religieux face à l'extrémisme, a affirmé le professeur Charles Saint-Prot, spécialiste de l'Islam à l'Université Paris Descartes. (agences)



Une (certaine) histoire du Proche-Orient

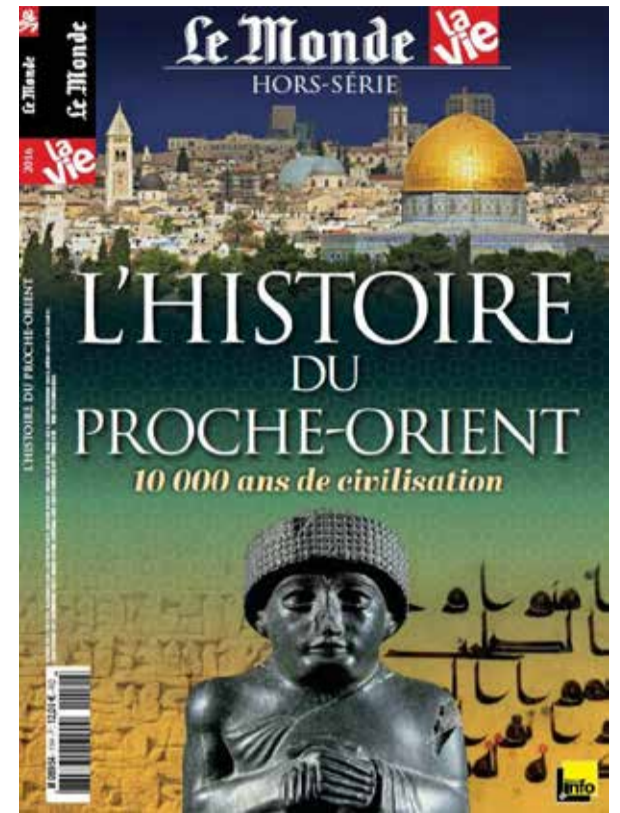
Les éditions du Monde et de La Vie coéditent un hors-série intitulé L'histoire du Proche-Orient 10 000 ans de civilisation, publié en juin 2016. Dans leur introduction, Jean-Pierre Denis et Vincent Giret écrivent « Pour qui s'y plonge, remontant les siècles et les millénaires, l'histoire du Proche-Orient est impressionnante, passionnante, parfois même envoûtante. C'est celle de très grandes civilisations et d'innovations décisives dans tous les domaines : religion, écriture, agriculture, architecture... La crise contemporaine s'explique par l'Histoire. Mais l'Histoire montre que pour comprendre la région, il faut regarder au-delà du tragique ». Le dossier comprend six parties. La première aborde la complexité et l'ancienneté des relations entre l'Orient et l'Occident. La deuxième rappelle que cette région est un berceau de civilisations. Que l'on se place du point de vue littéraire, scientifique, religieux, linguistique, juridique, nous sommes les héritiers du Proche-Orient ancien. La troisième évoque le rayonnement arabo-musulman après la naissance de l'Islam. La quatrième s'intéresse à la colonisation occidentale

et au panarabisme, puis constate que le monde arabe est aujourd'hui déchiré et menacé par le coup de tonnerre islamiste (cinquième partie). Du coup, se pose la question, abordée dans la dernière partie, de la décomposition ou de la recomposition.

Ce dossier laisse une impression de demi-teinte dans la mesure où, à l'exception de la partie consacrée à la civilisation, l'ensemble n'échappe pas aux habituels clichés et lieux-communs, il est partiel et partial pour ce qui concerne l'épopée nassérienne (escamotée) ou l'Irak Baasiste (caricaturée) – qui constituent pourtant des moments essentiels de l'histoire du monde arabe au XXe siècle, et ne pose pas très exactement la question de l'occupation de la Palestine.

On relève toutefois quelques analyses pertinentes d'authentiques experts (Laurent Bonnefoy, Henry Laurens, Gilles Paris, Robert Solé...) et les intéressants témoignages de des deux grands écrivains libanais Amine Maalouf et de Salah Stétié. Par exemple, la contribution de l'universitaire Charles Saint-Prot, directeur

général de l'Observatoire d'études géopolitiques, retrace très précisément la naissance du nationalisme arabe après la Nahda et jusqu'à la création du Baas, sous le titre tiré du slogan des premiers nationalistes arabes du XIXe siècle, « Arabes, unissons-nous ! revivons libres et fiers ». Il affirme notamment que « l'objectif du nationalisme arabe est une réaffirmation de soi. Certes on peut toujours ergoter sur le concept de nation arabe, mais l'important est la conception que les Arabes se forment d'eux-mêmes. L'arabisme est une manière d'être, trouvant ses racines dans un passé prestigieux. Du coup, il recèle une force presque incantatoire, une éternelle volonté de vivre et de revivre. C'est tout le sens de la lutte des hommes qui consacrèrent leurs efforts à un renouveau arabe fondé sur le progrès, l'entente inter-confessionnelle, l'ouverture au monde... un



ensemble de valeurs dont le monde arabe a encore besoin. »

Al Ayam Bureau de Paris

Signature d'une déclaration de coopération quadripartite pour la création de l'Institut Charles de Gaulle du Liban

À l'occasion du 76e anniversaire de l'appel du 18 juin 1940, l'Ambassadeur de France au Liban, M. Emmanuel Bonne, a signé une déclaration de coopération quadripartite pour la création de l'Institut Charles de Gaulle du Liban.

La signature a eu lieu le samedi 18 juin 2016 à l'École Supérieure des Affaires (ESA), en présence du secrétaire général de la Fondation Charles de Gaulle (FCdG), M. Marc Fosseux, du président de la Fondation pour la sauvegarde du patrimoine de Charles de Gaulle au Liban (FSPCGL), M. Christian Besse, et du directeur général de l'ESA, M. Stéphane Attali.

L'Institut Charles de Gaulle du Liban, qui sera hébergé sur le campus de l'ESA, aura pour vocation la promotion de la mémoire du Général de Gaulle et le renforcement des échanges franco-libanais. Il aura aussi pour mission de sensibiliser le grand public en illustrant le caractère visionnaire de son action tout en soulignant la relation particulière que celui-ci a pu entretenir avec le Liban et son environnement régional.

Ouvert sur l'avenir, l'Institut Charles de Gaulle du Liban se veut également une plateforme de recherche, d'échange et de débats, permettant, à partir de l'héritage gaullien, de fédérer une communauté d'experts et de professionnels autour de grands enjeux du monde contemporain. Dans son allocution, Emmanuel Bonne a mis l'accent sur l'action de coopération que mène la France au Liban :

« Monsieur le secrétaire général de la Fondation Charles de Gaulle,
Monsieur le directeur général de l'ESA,
Monsieur le président de l'Association pour la sauvegarde du patrimoine de Charles de Gaulle au Liban,
Chers amis,

Je suis heureux d'être avec vous pour cette nouvelle occasion à l'ESA, de lui donner encore plus d'ambition et de faire de cette école le

point fort dont nous avons besoin ici au Liban pour poursuivre cette longue œuvre d'amitié entamée il y a longtemps et dont le Général de Gaulle a si bien parlé et pour laquelle il a si bien agi.

Ce projet d'Institut Charles de Gaulle trouve sa justification dans la trace profonde et forte laissée par le Général de Gaulle ici. Il était alors le Commandant de Gaulle à l'occasion de son séjour à Beyrouth à l'état-major des troupes du Levant entre novembre 1929 et novembre 1931. Dans l'action de coopération qu'il menait alors il y avait aussi une œuvre de pédagogie. On se souvient notamment des discours qu'il avait prononcés à l'Université Saint-Joseph pour féliciter la première promotion de juristes, et qu'il invitait à servir l'état et l'intérêt général. Au-delà de la mémoire, l'Institut Charles de Gaulle du Liban sera porteur d'une ambition plus large que la simple commémoration, d'abord parce que cet institut pourra refléter la relation particulière que le Liban occupe dans la vision gaullienne, plus largement dans la politique étrangère de la France, et ensuite parce que l'institut pourra contribuer à penser et à construire l'avenir de cette relation franco-libanaise.

Continuement, et dans chaque action de la France au Liban, ils résonnent les mots que le Général de Gaulle nous a laissés en héritage. Personne mieux que lui n'a su exprimer brillamment et transmettre si profondément l'intensité de cette relation et toute sa signification. C'est pour cette raison sans doute que nous sommes réunis aujourd'hui, pour faire naître cet institut parce que nous mesurons, intellectuellement et dans notre expérience personnelle, combien notre bonheur de servir la relation franco-libanaise, de vivre au Liban, d'aimer le Liban, est redevable de l'expérience qu'en a eu Charles de Gaulle en son temps.

En posant quelques jalons historiques je reviendrai sur cette expérience et sur trois enseignements qui sont importants pour

nous à l'heure où nous lançons ce nouveau projet. D'abord il y a la compréhension mutuelle dont nous sommes capables, il y a ensuite la solidarité entre la France et le Liban, et enfin il y a l'intérêt que nous avons de continuer à progresser ensemble.

La compréhension d'abord. Le Général de Gaulle a aidé la France et les Français à prendre conscience de son statut si particulier au Liban et aussi de prendre conscience de tout ce que le Liban pouvait nous apporter. Le Liban c'est ce pays que l'histoire nous a amené à si bien connaître et à comprendre peut-être mieux que d'autres. C'est aussi ce pays qui nous a donné pour l'Orient une base forte et sur laquelle nous continuons de construire. Le Général de Gaulle a acquis ici la conviction que l'inclination des Libanais pour la France n'est pas un phénomène circonstanciel ou fugace mais une réalité qui a vocation à se développer, et a compris aussi que les Français avaient ici des amis et qu'il était important pour eux d'y être présents.

Deuxième point, la solidarité. Le Général de Gaulle a su définir pour nos deux pays, le Liban et la France, une communauté de destin fondée sur une empathie et un effort partagé, une vision de l'avenir. La relation franco-libanaise s'est forgée dans la douleur et l'effort de la guerre notamment. Après la campagne de Syrie c'est au Liban que l'affrontement a été le plus violent entre la France libre et les troupes qui avaient maintenu leur allégeance au régime de Vichy. Le Général de Gaulle est venu dans cette période difficile à deux reprises : en 1941 et ensuite en 1942. Ces deux visites sont bien documentées. Il les évoque d'ailleurs longuement et chaleureusement dans ses mémoires de guerre. Il cite alors les « mille liens » entre Français et Libanais qui répondent, dit-il, de part et d'autre à l'intérêt et au sentiment, et c'est bien ces liens qu'il a voulu raviver en 1941 et 1942.

Enfin, le Liban a constitué pour le Général

de Gaulle une clé de ce que les exégètes ou les commentateurs ont ensuite appelé « la politique arabe » et qui visait déjà à démontrer que la France et le Liban avaient beaucoup en commun et pouvaient développer ensemble une relation de confiance, à la fois respectueuse et profitable à chacun.

Je voudrais d'ailleurs ici citer l'un des derniers écrits du Général Fouad Chéhab, qui a été confié à la Fondation Charles de Gaulle : « On peut dire que la France a toujours eu une vocation orientale et qu'elle en a fait une constante de sa politique. Cette présence française, de Gaulle savait mieux que quiconque qu'elle n'a jamais été seulement une manifestation de prestige ou une démonstration d'universalisme culturel, mais qu'elle procédait aussi et surtout d'un souci pratique d'utilité nationale sur un double plan politique et économique. De Gaulle savait aussi que ce faisant, en travaillant ici, il allait à la rencontre des pays arabes, qu'il souhaitait que la France revint prendre sa place dans la région. Cette France pour qui les valeurs morales et les mots de liberté et de justice ont encore un sens. Le peuple de France a pleuré abondamment ce chef prestigieux, cet homme d'une trempe exceptionnelle. Nous autres Libanais l'avons pleuré aussi. Son souvenir restera vivace dans nos mémoires et dans celles de nos enfants. »

La création de l'Institut Charles de Gaulle va certainement nous aider à faire vivre ce souvenir. Cet institut va surtout nous aider à préparer l'avenir, en nous conformant à cette tradition d'excellence, qui est non seulement celle du gaullisme et de l'enseignement français dans ce pays, mais aussi la vocation de l'ESA. Il va aussi nous aider à développer une vision qui est celle de notre amitié, du bénéfice que nous en tirerons, Français et Libanais, et enfin à rester ambitieux, à porter encore et toujours une ambition qui est à la fois de culture, d'universalisme et de dialogue. Je vous remercie. »

(Ambassade de France au Liban)

افتتاح مكتبة جديدة في الصيفي بيروت جزء من الاصرار على إحياء الثقافة العربية



مدير المركز العربي للأبحاث ودراسة السياسات الدكتور خالد زيادة، اعتبر في كلمة له خلال افتتاح المركز أنها «مكتبة للكتاب العربي، وهي حصيلة تعاون بين المركز والشبكة العربية للأبحاث والنشر».

وقال: «في زمن تغلق فيه المكتبات ويتراجع الإقبال على قراءة الكتب، فإن الإصرار على افتتاح هذه المكتبة هو جزء من الإصرار على إحياء الثقافة العربية، فمهما تنوعت الوسائل والوسائط والطرائف فإن الكتاب يبقى الحاضن للفكر والمعرفة وللرواية والدراسة والبحث، ومن دون كتاب لا نهضة ولا تقدم».

وطنية

سيكون لنا فرع في اسطنبول».

وأشار إلى أن «الشبكة العربية للأبحاث والنشر» تنفرد عن غيرها في عالم النشر بلجوتها إلى بيع الكتب الصادرة في غير مكانها الجغرافي، أي أنها لا تباع الكتب الصادرة محلياً في القاهرة، على سبيل المثال، بسبب توافر تلك الكتب في مكتبات البلد الأم، مع وجود إستثناء في هذا القرار ويتعلق بمكتبة بيروت، والسبب توافر العدد الأكبر من دور النشر فيها».

وأكد القديمي نجاح هذا النوع من المكتبات بالمعنى التجاري، وعلى صعيد دورها في تعزيز الأنشطة الثقافية كما حصل في فرع المكتبة في المغرب العربي، والذي يتوقعه في بيروت. كما أكد عدم وجود دور نشر على اللائحة السوداء لدى الشبكة، وإنما سيقصر الإختيار على نوعية الكتاب ومضمونه، والذي في حال إختياره سينضم إلى عملية الأتمتة التي أدخلت الكتب المشار إليها إلى عوالم التكنولوجيا تسهيلاً وكسباً للوقت والتذكر.

حفلات لتوقيع كتاب صادر حديثاً، بما فيها لتلك الصادرة عن غير المركز، إلى أمسية شعرية، أو ندوة لنقاش كتاب أو فكرة ملحة الخ...

من السهولة بمكان إرتياد المكتبة سواء لجهة المكان الجغرافي عند تقاطع الرينغ مع نزلة الجميزة وعلى واجهة الصيفي «فيلاج» مقابل «الرينغ»، أو لجهة المتاح فيها. فالقارئ لكتاب يختاره، يمكنه الجلوس لإحتساء فنجان قهوة، وما بينهما من لقاءات لصداقات ذوي الإبداع والكتابة والنشر وممن يجيدون الاستماع، والاستمتاع بلهو الكلام غثه والثمين.

القديمي

مدير «الشبكة العربية للأبحاث والنشر»، أوضح أن ترخيص هذه الشبكة هو لبناني، ولكن يملكه سعوديون، ومن بينهم القديمي نفسه، وقد تأسست العام 2007 كشركة نشر، ثم أخذت بالاتساع في تأسيس فروع لها، فكان ذلك في القاهرة العام 2011، وفي تونس العام 2013، وحالياً في بيروت 2016، وقال: «نعمل على افتتاح فرع جديد في تونس، وقبيل أواخر العام الحالي

ببت خطوة افتتاح مكتبة جديدة في بيروت نوعاً من المغامرة في الاستثمار المادي في ظل هذا الجمود الاقتصادي المحلي، والنزوع إلى إقفال وإغلاق وإنسداد أفق، كما بدأت صنفاً من التجرد على واقع عالم الكتاب الثقافي حيث الشكاوى من تدني مبيعات الكتب الصادرة في العالم العربي، وتدن أوسع في نسبة القراءة، وتشظ جلي في دور أهل الثقافة والنخب.. فمن أين لهذه الخطوة أن تطل برأسها بين فراغ وإفراغ، بين دهشة التساؤل والواقع المرير؟ ومن أين لهذه الخطوة أن تلقى كل هذا الترحيب والحضور خلال افتتاح «المركز العربي للأبحاث ودراسة السياسات» بالتعاون مع «الشبكة العربية للأبحاث والنشر» مكتبة جديدة، في مبنى المركز في محلة الصيفي «فيلاج» مقابل تقاطع «الرينغ».

في الطابقين الأرضي وما دونه من مبنى المركز تترزين رفوف الجدران بخمسة آلاف كتاب في الفلسفة والأدب والفكر والسياسة، مما يضفي الطابع النخبوي على وظيفتها، والإنتقائي في تبادلاتها الثقافية مع القارئ رغم طابعها التجاري. لم لا؟ ففي القابل من الأيام، سيرتفع عدد الكتب الأوية إلى رفوف مستزادة إلى العشرة آلاف كتاب، كما ستستضيف قاعات المكتبة أنشطة متنوعة في حقول الثقافة الممتدة من

الوعي الوطني وظلم البطالة في أوساط الشباب

يخطيء من يعتقد أن العلاقة الفلسطينية مع سوق العمل الإسرائيلي، لا تندرج في إطار شراكة المصالح المتبادلة ومبدأ توازنها، وبالتالي يجب أن نحرص على فعل كل ما من شأنه حماية حقوق عمالنا وضمان سلامتهم وحقوقهم في العمل، عبر كل الأطر والمسارب التنسيقية المتاحة، ولا بد لوزارة العمل أن تستمر في سعيها، من أجل إعادة هيكلة وتنظيم سوق العمل الفلسطيني ورفع كفاءته وقدراته الاستيعابية في نطاق تنموي اقتصادي وطني يتماشى ويتناسب مع ظروف وخصوصيات التشغيل في سوق العمل الفلسطيني والإسرائيلي.

ومن دون تحرر حركة الاقتصاد والسوق الفلسطيني من التبعية والقيود، وتمكين فلسطين من السيطرة على معابرها، فسيظل الاقتصاد الفلسطيني محروماً من النمو وتحقيق التنمية الشاملة والمستدامة، خصوصاً أن النمو الاقتصادي هو المعين المولد لفرص العمل الحقيقية. ناهيك أنه إذا ألغت إسرائيل نظام الكوتة فقط وأعدت فتح سوق العمل الحرة راح يقبر الفقر والبطالة.

محافظة الخليل تليها بيت لحم ثم رام الله، نابلس، جنين، طولكرم، قلقيلية، الرام، سلفيت، أبو ديس، أريحا.

لقد أبدى أصحاب العمل والمشغلون وكذلك رئيس اتحاد المقاولين الإسرائيليين رغبتهم الجامعة لتشغيل أعداد أكبر من عمالنا، فهم يرون في ذلك مصلحة فلسطينية إسرائيلية، لكن السياسات الاحتلالية ما زالت تصر على الاستمرار بخنق سوق العمل الفلسطيني والتضييق على حياة الشعب الفلسطيني المنكوب بأفتي الفقر والبطالة بعد الاحتلال، وذلك لأهداف سياسية احتلالية بحتة، انهم الأكثر معرفة ويقيناً بأن فتح الأبواب الحرة لسوق العمل الإسرائيلي أمام عمالنا سيوفر أمناً ورخاءً واستقراراً يخدم السلام ومصلحة الشعبين، لكن التجاذبات السياسية المتطرفة والمزايدة تأتي إعطاء الفرصة لحسابات حزبية ضيقة داخل الساحة الإسرائيلية على حساب مصلحة الشعبين، وبالتالي إبقاء الضواغط الكابحة لنمو الاقتصاد الفلسطيني والمثبطة لسوق العمل المحلي قائمة وعلى أشدها.

الفلسطينيين، المفضلين لديهم بكل المعايير.

ما زلنا أمام وعود من الجانب الإسرائيلي بتنفيذ عدة قضايا عمالية خصوصاً ما يتعلق بوقف الإجراءات التي تمنع وتحد من تشغيل العمال الفلسطينيين مثل تحديد سن العامل بستة وعشرين سنة، وأن يكون متزوجاً وعنده أولاد، وإجراءات المنع الأمني التي تطال فئات واسعة من الشباب بمعايير متشددة مبالغ بها، والسماح للمشغلين الإسرائيليين بحرية تشغيل أعداد العمال التي يحتاجونها. ناهيك أن الوزارة ما زالت تسعى وتطالب الجانب الإسرائيلي، بإتاحة الفرصة لتشغيل كفاءات فلسطينية في سوق العمل الإسرائيلي تتعدى العمال المهرة وتشمل مختلف التخصصات الأكاديمية والمؤهلات العليا، علماً بأن قطاعات كالسياحة والتعليم والكهرباء والصناعة ممنوعة على العامل الفلسطيني، فمن ينتهي تصريحه من بعض العاملين في قطاع الصناعة مثلاً يستغنى عنه ولا يتم تجديد تصريحه أو استبداله. وبالتالي فإن مجموع التصاريح الممنوحة للعمال الفلسطينيين لا تتجاوز حتى الآن 38540 تصريح توزعت على التوالي في

تتمة الصفحة ١

وشعبنا ومع ذلك وبكل أسف ما زال يستوي في بلادنا الذين يعملون ويعملون، مع الذين لا يعلمون ولا يعملون، وظنوا بخلق الله الظنون، فتباً لهم وساء ما يفعلون. فبالأمس جرى تنظيم معرض عمل على معبر طولكرم، وذلك بدعوة شركات ومشغلين إسرائيليين للقاء مع مندوبي مكاتب التشغيل في وزارة العمل الفلسطينية لعرض احتياجاتهم من العمال الفلسطينيين، حيث تم تسويق وتشغيل سبعين عاملاً تركّز معظمهم في قطاع الإنشاءات والبناء وكان النصيب الأكبر للعمال من محافظة الخليل، وسيتم بموجب ذلك منحهم تصاريح عمل لفترة تجريبية مدتها أسبوع، وفي حال توافق العامل مع المشغل يصار لمنحهم تصاريح عمل دائمة، وقد شكل هذا النشاط فرصة هامة لزيادة فرص العمل المعطاة للعمال الفلسطينيين، رغم أن نظام الكوتة الذي يحدد العدد المسموح به للمشغلين، شكل عائقاً كبيراً أمام إمكانية تشغيل عدد أكبر من العمال، حيث أبدى العديد من مندوبي الشركات وأصحاب العمل تذرهم من هذا النظام الذي يمنعهم من تشغيل الأعداد اللازمة من احتياجاتهم من العمال

التعذيب جريمة ترتكب كل يوم في فلسطين



الوطني، وكذلك القيام بتسليم المجرمين في قضايا التعذيب ليتم مثلهم امام قضاء ومحكمة عادلة.

الهيئة المستقلة لحقوق الإنسان ومناهضة التعذيب.

وتزامنا مع اليوم العالمي فقد رصدت الهيئة المستقلة لحقوق الإنسان (بصفتها المؤسسة الوطنية لحقوق الإنسان في فلسطين تتمتع بولاية الرقابة على مراكز الاحتجاز، وتلقي الشكاوى، وتتمتع بصلاحيات شبه قضائية تمكنها من التحقيق في ادعاءات انتهاكات حقوق الإنسان) 170 انتهاكاً يتعلق بالتعذيب في الضفة الغربية وقطاع غزة منذ مطلع العام 2016 وحتى نهاية شهر مايو.

حيث تتلقى الهيئة المستقلة شكاوى التعذيب الفردية من مواطنين يدعون تعرضهم للاحتجاز أو سوء المعاملة أثناء توقيفهم، كما توثق الهيئة هذا الانتهاك أثناء زيارة محامي وباحثي الهيئة لمراكز الاحتجاز، أو من خلال إفادة قريب للضحية. ولا تأخذ الهيئة هذه الادعاءات كمسلمات بل تقوم بالتحقق منها، ومخاطبة الجهة المشتكى عليها لتقديم ردودها إزاء شكاوى المواطن وتبدأ بمخاطبة قيادة الإدارة المسؤولة، وتتضمن مراسلات الهيئة الوصف الدقيق لواقعة التعذيب وتدعم ذلك بالأسانيد القانونية، وتطالب الهيئة الجهة المشتكى عليها بإجراء تحقيق ومعاينة من يثبت تورطه.

وفي حال عدم الرد على الرسالة الأصلية يتم إرسال رسالة تذكيرية بعد وقت مناسب للتأكيد على المطالبات الواردة في الرسالة الأولى. وفي حال عدم الرد تقوم الهيئة بمخاطبة جهة أعلى من خلال مذكرة قانونية تشير إلى وقوع التعذيب وعدم تعاطي الأجهزة الأمنية مع مخاطبات الهيئة، وتطالب فيها بإصدار التعليمات الواضحة للأجهزة الأمنية للتوقف عن ذلك الانتهاك تحت طائلة المسؤولية. وإجراء التحقيق الفوري.

وتصدر الهيئة تقريراً شهرياً يوثق انتهاكات التعذيب، وتقارير قانونية لها علاقة بأحكام التعذيب في المواثيق الدولية والتشريعات الوطنية، وتقوم بإعداد تقارير تفصي حقائق

3- الرقابة أماكن الاحتجاز، تعتبر احد الآليات الوطنية لمكافحة التعذيب، وعلى الرغم من عدم وجود نص قانوني واضح في النظام القانوني الفلسطيني ينص على آلية وطنية واضحة يناط بها صلاحية الزيارات الدورية والفجائية لأماكن الاحتجاز إلا أن الهيئة المستقلة تقوم عملياً بهذا الدور بهدف الوقاية من التعذيب.

4- توافر شروط خاصة في الموظفين الذين يتم اختيارهم للعمل مع المحتجزين، لا سيما توافرها لدى أفراد الضبطية القضائية والمكلفين بإنفاذ القانون الذين يتعاملون مع المحتجزين، وفي مقدمة هذه الشروط الخبرة والكفاءة والاختصاص والنزاهة والأخلاق، والقدرات والمواهب الجسدية والعقلية والنفسية، والتحلي بالمواهب والمناقب الكفوة والحميدة.

5- الإعلان عن أماكن الاحتجاز، وتنظيم هذا الأمر من خلال قانون الإصلاح والتأهيل الذي يتضمن مراكز الاحتجاز المعترف بها قانوناً، والتي يجوز التوقيف فيها وذلك لمواجهة إنشاء مراكز احتجاز استثنائية أو مؤقتة يتم فيها ممارسة التعذيب بعيداً عن أعين الرقابة.

6- حق المحتجزين في تقديم الشكاوى للإبلاغ عن احتجازهم غير القانوني أو تم وفق إجراءات غير سليمة، أو عند حرمانهم من حقوقهم الأساسية، أو تعذيبهم وإساءة معاملتهم.

7- المسائلة التأديبية عن أفعال التعذيب من خلال فرض العقوبات على من يثبت تورطهم في اقتراف جرائم التعذيب وإيقاع العقوبات المناسبة بحقهم وخصوصاً بحق الموظفين الرسميين بموجب قانون الخدمة في قوى الامن لعام 2005.

8- تعويض المتضررين من أفعال التعذيب وخصوصاً أن القانون الأساسي الفلسطيني تضمن نصاً واضحاً لضرورة حصول الضحايا على تعويض، وإعمال واجب الدولة في إعادة تأهيل ضحايا التعذيب.

9- تقديم المساعدة للأجسام الدولية الخاصة بمناهضة التعذيب، وتفعيل الاختصاص العالمي للمحاكم الوطنية في قضايا التعذيب بحيث تتمكن المحاكم الوطنية الفلسطينية من محاكمة مقترفي جرائم التعذيب خارج فلسطين، أمام القضاء

والطبية والاطلاع على السجلات الخاصة باحتجازهم.

8- المبادئ الأساسية لمعاملة السجناء 1990 والتي تتعلق بما يلزم القيام به في التعامل مع السجناء لحماية الكرامة المتأصلة في الإنسان. 9- نظام روما الأساسي للمحكمة الجنائية الدولية 1998 الذي اعتبر بان ممارسة التعذيب بشكل منهجي وواسع النطاق جرائم حرب وجرائم ضد الإنسانية.

10- بروتوكول اسطنبول 1999 وهو الدليل المتعلق بالتقصي والتوثيق الفاعلين بشأن التعذيب غيره من ضروب المعاملة أو العقوبة القاسية أو اللإنسانية أو المهينة والذي قام بإعداده خبراء يمثلون 40 مؤسسة على الصعيد الدولي، وهو بروتوكول يصف بشكل تفصيلي الخطوات التي يجب اتخاذها من جانب الدول والمحققين والخبراء الطبيين لكفالة التقصي والتوثيق السريعين والمحايدين للشكاوى ضد ممارسة التعذيب والتقارير المتعلقة بها.

11- أجهزة رصد المعاهدات وتضم لجنة مناهضة التعذيب التي النظر في تقارير الدول الأطراف، واللجنة المعنية بحقوق الإنسان، واللجنة المعنية بالتمييز ضد المرأة، ولجنة حقوق الطفل، ولجنة القضاء على التمييز العنصري، والإجراءات الخاصة ومنها المقررون الخاصون، النداءات العاجلة، بعثات تقصي الحقائق

12- صندوق الأمم المتحدة للتبرعات لضحايا التعذيب الذي يهدف إلى إزالة آثار التعذيب والشفاء من تبعاته، ولمساعدة أسر الضحايا الذين أقدمهم التعذيب.

ثانياً / الآليات الوطنية للوقاية من التعذيب

1- القواعد الدستورية والقانونية المتعلقة بالتعذيب التي ينبغي ان تتضمن نصوصاً تتعلق بحماية حقوق الإنسان من أي اعتداء عليه، وان جميع حقوق الإنسان وحياته الأساسية بما فيها الحق في السلامة الشخصية ملزمة وواجبة الاحترام.

2- التشريعات المتعلقة بتجريم أفعال التعذيب، والتي يجب أن تتبنى تعريف واضح للتعذيب، وتنسجم مع اتفاقية مناهضة التعذيب، وتضمن قرينة البراءة، وتؤكد على بطلان الاعتراف الناجم عن تعذيب.

حول حالات فردية تتعلق بانتهاك فح للحق في السلامة الجسدية، وتصدر تقريراً سنوياً للشكاوى يظهر بشكل تحليلي أنماط التعذيب، ومعالجاتها، وتحليل الردود عليها وجملة من التوصيات. وكذلك تقريراً سنوياً عن حالة حقوق الإنسان في فلسطين يقدم لرئيس الدولة ولرئيس المجلس التشريعي.

تنظم الهيئة حملات مناهضة التعذيب، وتعقد ائتلافات وتحالفات مع منظمات المجتمع المدني لبناء قدراتهم في إعداد حملات ومبادرات للحد من التعذيب.

وفي الإطار التمكيني بموجب اختصاصاتها ودورها ومهامها، تقوم الهيئة بتدريب وتطوير قدرات المكلفين إنفاذ القانون، ورجال الشرطة والأمن والمحققين حول مبادئ حقوق الإنسان.

وعلى صعيد الإجراءات الوقائية لمنع التعذيب، أو للكشف عنها عند وقوعها، تقوم الهيئة بزيارة السجون ومراكز التوقيف والاحتجاز بشكل دوري وغير دوري، وتقوم الهيئة بتنظيم زيارات طارئة في حالات محددة مثلاً عند إعلان احد المحتجزين إضراباً عن الطعام، أو ورود معلومات حول تعرضه للتعذيب، أو وقوع حالة وفاه داخل مركز الاحتجاز، أو لظروف طارئة أخرى.

في اليوم العالمي لمساندة ضحايا التعذيب، تتجدد الإرادة للمضي قدماً للقيام بالإجراءات الاستجابية والعلاجية والبنائية لتقديم معالجات جوهرية وفاعلة من شأنها الحد من جريمة ممارسة التعذيب عبر المساءلة والمحاسبة، والتمكين والتأهيل وجبر الضرر.



المنظمات المدنية والحقوقية العربية تتحرك من أجل مناهضة التعذيب

بهجت الحلو

صادف يوم 26 حزيران الماضي من كل عام اليوم العالمي لمساندة ضحايا التعذيب بهدف القضاء التام على التعذيب وتحقيقاً لفعالية أداء اتفاقية مناهضة التعذيب، وللتذكير بأن كل عضو من أعضاء المجتمع الدولي يلتزم بالعمل على مكافحة التعذيب سواء أكانت الدولة قد صادقت على المعاهدات الدولية التي تحظر التعذيب صراحة أو لم تصادق عليها.

للقوة والأسلحة النارية لحفظ الأمن والنظام في التجمعات غير المشروعة، وعلى أن تكفل الحكومات بان استخدام القوة في غير محلها وبطريقة غير قانونية يعتبر جريمة جنائية بمقتضى قوانينها.

5- مبادئ مهنة الطب المتعلقة بدور الموظفين الصحيين وخاصة الأطباء في حماية المسجونين والمحتجزين من التعذيب وغيره من الضروب وغيره من ضروب المعاملة أو العقوبة القاسية أو الانسانية أو المهينة 1982 والتي جاءت لتغل أيدي الأطباء العاملين في السجون عن ممارسة أفعال يصعب موائمتها مع آداب مهنة الطب، والتي أوجبت عليهم القيام بواجباتهم بتقديم العلاج والرعاية الصحية للمحتجزين بذات النوعية والقدر التي يتلقاها غير المحتجزين.

6- اتفاقية مناهضة التعذيب وغيره من ضروب المعاملة أو العقوبة القاسية أو الانسانية أو المهينة 1984 والتي حثت الدول الأطراف على أن تدرج جريمة التعذيب في تشريعاتها الوطنية وان تعاقب على أعمال التعذيب بعقوبات مناسبة، وان تجري تحقيقات فورية ونزيهة في أي ادعاء يتعلق بالتعذيب، وعدم الاستشهاد بأي اعتراف نجم عن تعذيب، ودحضه، وان لا تسلّم إنسان الى دولة أخرى قد تعرضه للتعذيب.

7- مجموعة المبادئ المتعلقة لحماية جميع الأشخاص الذين يتعرضون لاي شكل من اشكال الاحتجاز او السجن (1988) والتي كفلت لمن يلقى القبض عليه الحصول على المساعدة القانونية، والرعاية الصحية

في الدولة الطرف، وتقديم الدولة تقريرها الدورية للجنة المعني بمناهضة التعذيب والذي تفصح فيه عن تدابيرها التشريعية والقضائية والسياساتية والإجرائية للوقاية من التعذيب، وتمكين منظمات المجتمع المدني من تقديم تقارير الظل التي تشتبك مع التقرير الحكومي في مجلس حقوق الإنسان، وكذلك من خلال تعزيز الإجراءات القانونية المتعلقة بمنح الاختصاص العالمي للمحاكم في قضايا التعذيب بحيث تتمكن أي دولة من مساءلة أي متطرف للتعذيب ضد أي إنسان، وكذلك العمل على تعزيز التعاون القضائي وتسليم المجرمين في قضايا التعذيب.

الآليات الدولية والوطنية لمكافحة التعذيب

أولاً/ الآليات الدولية

1- القواعد النموذجية الدنيا لمعاملة السجناء 1955 والتي تضمنت خير المبادئ والقواعد العملية في معاملة المسجونين وإدارة السجون وتتنطبق على جميع فئات المسجونين بمن فيهم المدانين والخاضعون للاحتجاز الإداري.

2- إعلان حماية جميع الأشخاص من التعرض للتعذيب وغيره من ضروب المعاملة أو العقوبة القاسية أو الانسانية أو المهينة 1975 والذي شدد على انه لا يسمح باتخاذ الظروف الاستثنائية مثل الحرب وعدم الاستقرار السياسي ذريعة لتبرير التعذيب.

3- مدونة قواعد السلوك للموظفين المكلفين بإنفاذ القوانين 1979 والتي تشمل مبادئ توجيهية لاستخدام القوة بما فيها الأسلحة النارية، وتوفير العناية الطبية للأشخاص المحتجزين.

4- مبادئ أساسية بشأن استخدام القوة والأسلحة النارية من جانب الموظفين المكلفين بإنفاذ القوانين 1990 حيث تتناول هذه المدونة الاستخدام المشروع

وتحظره التشريعات، ولا يمكن قبوله أو تبريره في أي ظرف.

كيف نناهض التعذيب

هنالك عدد من الوسائل للحد من التعذيب ومنها أولاً: الإجراءات الرسمية المتمثلة في تنظيم الزيارات الدورية وغير الدورية لمراكز

الاحتجاز التي يجب أن يقوم بها القضاء والنيابة العامة والنواب والمؤسسات الحقوقية والرقابية، وضرورة توافر شروط ومؤهلات وخبرات وسمات ومهارات لدى الأشخاص الذين يتم اختيارهم للعمل مع المحتجزين، ومن الأهمية بمكان قيام السلطات بالإعلان عن أماكن الاحتجاز، وتمكين المحتجزين من تقديم الشكاوى.

وثانياً الإجراءات العلاجية للتعذيب والمتمثلة في العقوبات الجزائية والمدنية الناجمة عن فعل التعذيب، وفرض عقوبات جزائية على المكلفين بانفاذ القانون وعلى الأطباء الذين يساعدهم، وفي عدم صحة الاعتراف الذي يؤخذ من المحتجز بعد ممارسة التعذيب بحقه، والإجراءات الإدارية والتأديبية لمحاسبة المكلفين بانفاذ القانون الذين يقترفون التعذيب مثل خفض الرتبة أو الراتب، والحرمان من الترقية، ومن الإجراءات الهامة قيام الدولة بتعويض ضحايا التعذيب أو المعاملة إلا إنسانية والعمل على إعادة تأهيل ضحايا التعذيب من النواحي المختلفة كالتأهيل الجسدي والنفسي، والعمل على تعويضهم « وتضمن السلطة تعويضاً لمن وقع عليه الضرر» كما ورد في القانون الأساسي الفلسطيني.

يعتبر تأهيل ضحايا التعذيب، وتعويضهم، ومساءلة منتهكي حقوقهم، أموراً أساسية لمساندة ضحايا التعذيب

وعلى الصعيد الدولي من الأهمية بمكان تمكين المقرر الخاص للتعذيب من زيارة أماكن الاحتجاز



ويشهد العالم تقدماً في استحداث المعايير الاتفاقيات والصكوك القانونية الهادفة إلى إنفاذ حظر التعذيب، حيث تضمن الإعلان العالمي لحقوق الإنسان في العام 1948 رفضاً لكل أشكال التعذيب، وأنشأت الأمم المتحدة في العام 1981 صندوق الأمم المتحدة للتبرعات لضحايا التعذيب من أجل تمويل المنظمات التي تقدم مساعدة لضحايا التعذيب وأسره، ثم وقعت الدول على اتفاقية مناهضة التعذيب في العام 1984، فيما يرصد احترام ومراقبة مدى إنفاذ الدول لهذه الاتفاقية لجنة من خبراء مستقلين تسمى لجنة مناهضة التعذيب.

وفي العام 1985 عينت لجنة حقوق الإنسان أول مقرر خاص معني بمسألة التعذيب وهو خبير مستقل يتولى ولاية الإبلاغ عن حالة حقوق الإنسان في العالم، ثم برز الدور الهام لموظفي الصحة والأطباء في حماية السجناء والمحتجزين من التعذيب، ووضعت مبادئ عامة في معاملة المحتجزين، وتطبيقاً للدور الهام الذي تقوم به منظمات المجتمع المدني في مكافحة التعذيب، أصبح للتقارير التي تصدرها هذه المنظمات أهمية كبيرة لدى المقرر الخاص المعني بالتعذيب، والمقررة الخاصة بالعنف الموجه ضد المرأة ولدى هيئات رصد المعاهدات ولجنة مناهضة التعذيب، حيث تعتمد هذه الجهات بشكل كبير على المعلومات التي توتفها منظمات المجتمع المدني.

إن التعذيب جريمة خطيرة تمس بشخصية الضحية وتجسد إنكاراً للكرامة الكامنة في الإنسان، وهو جريمة بموجب القانون الدولي،



في اليوم العالمي للاجئين : مأساة الشعب الفلسطيني لم تتوقف بعد !

الأيام - عبد معروف

اللاجئة)، كما بلغت نسبة الأسر اللاجئة التي تقيم في مسكن مستأجر 8.8%، في حين بلغت نسبة الأسر اللاجئة التي تقيم في مسكن ملك 78.5% لعام 2015.

أوضاع اللاجئين الفلسطينيين في الشتات الفلسطينيين في الأردن

في دراسة أعدت من مؤسسة (FAFO) حول الأوضاع المعيشية في المخيمات الفلسطينية في الأردن لعام 2011، أظهرت الدراسة أن 39.9% من سكان المخيمات دون سن 15 سنة من العمر، في حين بلغت نسبة الأفراد 65 سنة فأكثر 4.3، كما بلغ متوسط حجم الأسرة في المخيمات 5.1 فرداً، وبلغت نسبة الأمية بين الأفراد 15 سنة فأكثر 8.6%.

الفلسطينيون في لبنان

أظهرت البيانات المتوفرة حول الفلسطينيين المقيمين في لبنان عام 2011، أن نسبة الأفراد دون الخامسة عشرة من العمر 31.1%، في حين بلغت نسبة الذين تبلغ أعمارهم 65 سنة فأكثر 6.1%، وبلغت نسبة الجنس 98.2 ذكر لكل مائة أنثى خلال العام 2011.

كما أشارت البيانات المتوفرة للعام 2011 إلى أن متوسط حجم الأسرة الفلسطينية بلغ 4.4 فرداً، من جانب آخر بلغ معدل الخصوبة الكلي 2.8 مولوداً لكل امرأة، في حين بلغ معدل وفيات الرضع للفلسطينيين في لبنان 15.0 حالة وفاة لكل ألف مولود حي، وبلغ معدل وفيات الأطفال دون الخامسة 17.0 حالة وفاة لكل ألف مولود حي لنفس العام.

المقيمين في الأراضي المحتلة 46.1%، مقابل 45.6% لدى غير اللاجئين.

معدلات البطالة مرتفعة

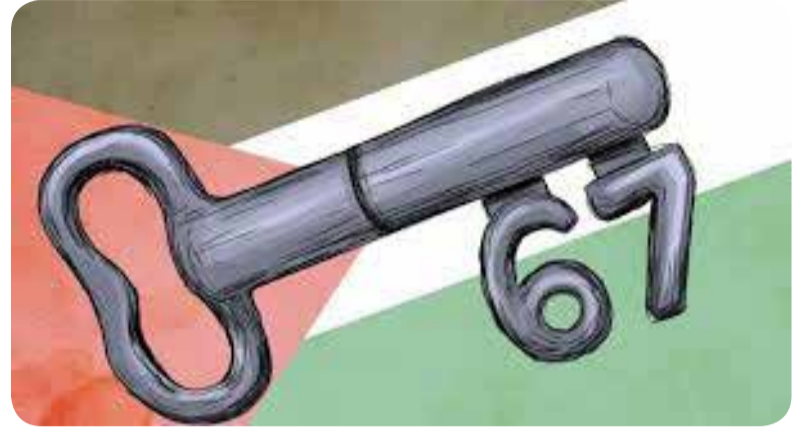
أشارت البيانات إلى وجود فرق واضح في معدلات البطالة بين اللاجئين وغير اللاجئين، إذ وصل معدل البطالة بين اللاجئين إلى 32.3%، مقابل 21.4% لغير اللاجئين.

ثلث اللاجئين يعملون كمتخصصين وفنيين

خلال عام 2015، تعتبر مهنة «الفنيون والمتخصصون والمساعدون والكتبة»، المهنة الأكثر استيعاباً للاجئين وغير اللاجئين على حد سواء، إذ بلغت للاجئين 34.0%، في حين بلغت بين غير اللاجئين 22.5%، كما شكلت مهنة المشرعون وموظفو الإدارة العليا النسبة الأدنى لكل من اللاجئين وغير اللاجئين، بنسبة 2.8% للاجئين، مقابل 3.5% لغيرهم.

ارتفاع نسبة التحصيل العلمي بين اللاجئين بلغت نسبة الأمية للاجئين الفلسطينيين خلال عام 2015 للأفراد 15 سنة فأكثر 2.9%، في حين بلغت لغير اللاجئين 3.6%، كما ارتفعت نسبة اللاجئين الفلسطينيين 15 سنة فأكثر الحاصلين على درجة البكالوريوس فأعلى، إذ بلغت 14.3% من مجمل اللاجئين 15 سنة فأكثر في حين بلغت لغير اللاجئين 12.1%.

حوالي 60% من الأسر اللاجئة تسكن في شقة أشارت بيانات عام 2015 إلى أن 44.6% من أسر الأراضي المحتلة 67 تسكن في مساكن على شكل دار، فكانت للأسر غير اللاجئة 49.2% مقابل 38% للأسر اللاجئة، وبلغت نسبة الأسر في دولة فلسطين التي تسكن شقة 53.7% (49.2% للأسر غير اللاجئة، 60.2% للأسر



وأوضح الإحصاء في بيانه، أن نسبة السكان اللاجئين في الأراضي المحتلة عام 67 بلغت 41.6%، من مجمل السكان المقيمين، وذلك حسب بيانات عام 2015، و 26.3% من السكان في الضفة الغربية هم لاجئون، في حين بلغت نسبة اللاجئين في قطاع غزة 67.7%.

وأشار إلى أن نسبة الأفراد الذين تقل أعمارهم عن 15 عاماً 39.3% من إجمالي السكان في الأراضي المحتلة في العام 2015، كما بلغت نسبة الأفراد اللاجئين أقل من 15 سنة 39.6% من إجمالي اللاجئين، بينما بلغت النسبة لغير اللاجئين 39.1% من إجمالي غير اللاجئين، كما بلغت نسبة كبار السن 60 سنة فأكثر للاجئين 4.1% من إجمالي اللاجئين، في حين بلغت لغير اللاجئين 4.8% من إجمالي غير اللاجئين.

اللاجئات في الأراضي المحتلة 67 أكثر خصوبة

بلغ معدل الخصوبة الكلي للفترة (2008 - 2009) في فلسطين 4.4 مولوداً، كما بلغ معدل عدد الأبناء الذين سبق إنجابهم 4.3 مولوداً لعام 2010، وعند مقارنة تلك المعدلات حسب حالة اللجوء يتضح أن هناك فروقا طفيفة بين معدلات الخصوبة ومتوسط عدد الأبناء المنجبين، فقد بلغ معدل الخصوبة الكلي ومتوسط عدد الأبناء الذين سبق إنجابهم للاجئين 4.4 مولوداً و 4.3 مولوداً على التوالي، في حين بلغت لغير اللاجئين 4.3 مولوداً و 4.2 مولوداً على التوالي.

معدلات المشاركة في القوى العاملة منخفضة بين اللاجئين وغيرهم

أظهرت نتائج مسح القوى العاملة لعام 2015، بأن نسبة المشاركة في القوى العاملة بين اللاجئين 15 سنة فأكثر

استعرض الجهاز المركزي للإحصاء أوضاع اللاجئين الفلسطينيين في الداخل، والدول العربية المجاورة، وذلك لمناسبة «اليوم العالمي للاجئين»، الذي يصادف اليوم الاثنين، الموافق 20 حزيران من كل عام.

وأشار الإحصاء في بيان صحفي، إلى أن المأساة الإنسانية التي حلت بشعبنا عام 1948 كانت «مدمرة»، فقد طرد ونزح من الأراضي التي سيطر عليها العدو «الإسرائيلي» حوالي 957 ألف فلسطيني، أي ما نسبته 66.0% من إجمالي الفلسطينيين الذين كانوا يقيمون في فلسطين التاريخية عشية حرب عام 1948، وذلك حسب تقديرات الأمم المتحدة عام 1950 وصدرت عدة تقديرات رسمية حول أعداد اللاجئين الفلسطينيين عشية حرب عام 1948 من مصادر مختلفة، إلا أن للأمم المتحدة تقديرين الأول يشير إلى أن عدد اللاجئين الفلسطينيين بلغ نحو 726 ألف لاجئ، وذلك بناءً على تقديرات عام 1949. والثاني 957 ألف لاجئ بناءً على تقديرات عام 1950.

5.6 مليون لاجئ مسجل في وكالة الغوث

وأوضح أنه استناداً لسجلات وكالة الغوث (الأونروا) فقد بلغ عدد اللاجئين الفلسطينيين المسجلين لديها بتاريخ الأول من كانون الثاني عام 2015 نحو 5.6 مليون لاجئ، وهذه الأرقام تمثل الحد الأدنى لعددهم، وقد شكل اللاجئون المقيمون في الضفة الغربية (المحتلة) والمسجلون لدى وكالة الغوث بداية العام 2015 ما نسبته 16.9% من إجمالي اللاجئين المسجلين لديها، مقابل 24.1% في قطاع غزة.

أما على مستوى الدول العربية، فقد بلغت نسبة اللاجئين الفلسطينيين المسجلين لدى وكالة الغوث في الأردن 39.6% من إجمالي اللاجئين الفلسطينيين، في حين بلغت النسبة في لبنان 8.8%، وفي سوريا 10.6%. حوالي 42% من مجمل السكان في فلسطين لاجئون



الفساد في الوطن العربي .. آفة تعادل خطر الاحتلال الخارجي

ليالي عون

لا يحتاج المراقب لكثير من العناء ليكتشف حجم الفساد على مستوى السلطات والنخب الحاكمة ما يجعل الوطن يتعرض لآفة لا تقل خطورة عن خطر الاحتلال الخارجي . ويلحظ المراقب هوةً بين الحاكم والمحكوم ولعل الهوة بينهما هي من أهم سمات الحكم في معظمها إن لم يكن جميع الدول العربية ولا يضاهاها وضوحاً وانتشاراً سوى آفة الفساد.

يدفع الرشوة الأكثر إغراءً. فالفساد كلما تزايد تدنى الدخل القومي وكذلك الاستثمار والإنفاق على التعليم.

وانطلاقاً من الأدلة على ما للفساد من تأثير سلبي في التنمية الاقتصادية وامتناع القيمين على منظمات التنمية الدولية بمخاطر الفساد على النمو الاقتصادي. لا شك أن مثل ذا الوضع من غياب الشفافية والمساءلة يباعد بين الحكم والمحكوم ويبرز الشكوك حوله شرعية الحكم ويضعف مؤسسات الدولة ويؤدي إلى انتشار الفساد وبمزيد من القمع والتطبيق على الحريات العامة وحقوق الإنسان. وللفساد أثراً بليغاً في تزايد مخاطر اللجوء إلى العنف عن طريق إثارة الشعور بالظلم وتدمير فعالية المؤسسات الوطنية والقيم الاجتماعية وكذلك تقرير منظمة التعاون والتنمية الاقتصادية (OECD) حول الفساد وبناء الولة جاء فيه الفساد هو ممكن الهشاشة لدى الدول التي عرفت العنف والنزاع المسلح وفي اليد منها التي تعرضت لنزاعات مسلحة.

فأين يقع الإعلام العربي وما هي إنجازاته في مكافحة الفساد وتفعيل مساءلة الحاكم باستنباط واقع يجعل العقاب على ممارسة الفساد يفوق وتكثر فوائده. وأين دور الإعلام العربي في نشر أسس النزاهة والشفافية وجعلها جزءاً من ثقافة المجتمع السياسية والاجتماعية؟

فالإعلام عوضاً أن يكون الرافعة الأساسية للقوى المناهضة للفساد والعامل على تحرير المجتمع من معوقات تحرره هو ومعه مثقفون نافذون من ضحايا الفساد ومعوقات التطور أن البحث في مسألة التطور الاجتماعي اقترن تاريخياً ليتطور مفهوم الحرية ووعي الإنسان لقدراته الفعلية على فهم مجتمعه والعمل على تطويره لما فيه مصلحته.

ويقيني أن أي تطور يمكن توقعه في الالم العربي لن يكون سوى انعكاس لتطور في مفهوم الحرية المنبثقة عن ثقة بالنفس والقدرات العقلية للإنسان التي ورغبته في مواكبة عصره في مجالات الحياة كافة.

تفرض صراعاً وجودياً بين الاثنين. فالفساد يمنع تبني قوانين تحد من مضاره ويعمل على إضعاف المؤسسات الموجة بالتطبيق الفعال للقوانين القائمة وترسيخ حكم القانون وتطبيق القوانين بفعالية هما أضمن الوسائل للقضاء على الفساد. فضلاً عن دوره في إضعاف أو تغييب حكم القانون، فالفساد يشكل مانعاً أساسياً في بناء نظام ديمقراطي.

فالشفافية والمساءلة والانفتاح التي هي من أهم مقومات الحكم الديمقراطي هي كذلك عناصر رئيسية في محاسبة الفساد. والملفت أن الدول العشرين الأقل فساداً في العالم حسب مؤشر الشفافية العالمية بينهما ثمانية عشر دولة هي ديمقراطية بامتياز والاستثناءان هما سنغافورة وهونج كونج وكلتاها معروفة بفعالية استثنائية لحكم القانون لديها. فالاهتمام الجدي يبحث موضوع الفساد على مستوى دولي بدأ مع التركيز على النخبة الاقتصادية في الدول الفقيرة وتلك التي ظهرت بعد الحرب العالمية الثانية نتيجة انتهاء الاستعمار وخروج المستعمر منها وحتى منتصف التسعينات من القرن الماضي لم تكن منظمات التنمية الدولية وعلى رأسها البنك الدولي تولي اهتماماً خاصاً بموضوع الفساد وأثره في إعاقة النخبة الاقتصادية بالرغم من توافر أدلة على أن ما يقارب نصف الأموال والمساعدات الخارجية المخصصة للتنمية كان ينتهي في الحسابات الخاصة لبعض القيادات والزعامات في بعض الدول الإفريقية لدى المصارف الخاصة في دول أوروبية.

فالفساد يشكل إعاقة كبرى في وجه التنمية الاقتصادية فهو يزيد كلفة المعاملات والمشاريع والصفقات وتحد من دوافع الاستثمار كما يحد من دخل الدولة بسبب العب في التحصيل الضريبي. إن مناخاً اقتصادياً واجتماعياً يسوده الفساد يمكن مقدمي الخدمات وملتزمي المشاريع في تجاهل معايير الجودة والمهنية فيقومون بأعمال تضر بالمجتمع وبالاقتصاد العام (كشرف الطرقات) التي تنهار لأسباب كان بالإمكان تجنبها والمستشفيات التي تقدم خدمات علاجية دون المستوى المطلوب. فالفساد يُضعف حكم القانون كما ذكرنا وهو ما يسهل إجراء معاملات وعقود غير مبررة اقتصادياً كأن ترسي المناقصات العامة ليس على من يقدم الخدمة الأفضل بالسعر الأنسب بللى من

السياسي ليس فقط انحرافاً عن طاعة القوانين والأعراف والقواعد الخلقية لكنه يتجلى أكثر مما يتجلى في التلاعب بالقوانين ومؤسسات الدولة من قِبَل السلطات الحاكمة لبلوغ أهداف شخصية. وهو أيضاً انحرافاً عن القيم العقلانية والقانونية ومبادئ الدولة الحديثة. وهو لا يؤثر فقط في توزيع الموارد وإنما في كيفية اتخاذ القرارات والتلاعب بالمؤسسات والقوانين في الدولة مما يؤدي إلى انحلالها وبطلان مفاعيلها.

فالعلة الأساس ف انتشار الفاد في الالم العربي هي غياب حكم القانون وثقافة حكم القانون على الصعيدين الرسمي والشعبي وبخاصة فعالية القواعد القانونية واجبة التطبيق في مساءلة الحاكم وتقييم عمله وهذه علة يسود انتشارها في الأنظمة القمعية وكذلك في الدول التي تقترب سمات الحكم فيها من الدول الفاشلة.

إن حكم القانون هو إنعكاس للنضج السياسي في المجتمع وهو تعبير عن إرادة الشعب في الحكم الذاتي ويسود في الدول التي تلعب مرحلة متقدمة في تنمية القيم والمؤسسات الديمقراطية والمشاركة الشعبية في الكم. فالقانون بما يحتويه من قيم وأهداف هو إنعكاس للإرادة الشعبية ورمز سيادتها.

غياب ثقافة حكم القانون لا بل جهل المسؤولين والنخب المثقفة أهمية القانون كمعبر عن الإرادة الشعبية وحافظ للحقوق والواجبات في المجتمع وهو في رأي من أهم معوقات التطور في العالم العربي. فالقانون هو خزان القيم وهو وسيلة وهندسة اجتماعية والطريق الأسلم والأرقى لكل تغيير في المجتمع.

فالقانون هو أداة توضيح وتعديل للعلاقة بين المواطن والدولة وبين المواطنين فيما بينهم وهو وسيلة إنشاء المؤسسات وضمان فعاليتها وهو الضامن لحقوق الشعب وأمنه ونموه الاقتصادي والسياسي ودينامكية العلاقة بين الفساد وحكم القانون

فالفساد داءٌ ينهشُ النسيج الاجتماعي في جوانبه الثقافية والسياسية والاقتصادية. وتعتبر منظومة الشفافية العالمية إنه من أكبر التحديات التي تواجه عالماً الحديث. فهو يقوّض الحكم الصالح ويشوّه السياسة العامة ويدفع الضرر بالفقراء. فالفساد لصيقٌ بالطبع البشري وهو موجودٌ في جميع المجتمعات لكن بعضها أكثر نجاحاً في إدراك مخاطره والحد من انتشاره وقتكه ومع الأسف إن مجتمعنا العربي بمسؤوليه ونُخبه المثقفة هو من أقل المجتمعات إدراكاً لمخاطر الفساد وأكثرها تقاعساً في علاجه. وعلته الأساسية تكمن في كونه يؤدي إلى تلف تدريجي وانحراف عن الصلاح لكل جسم يطاله سواء كان الجسم مادياً أو معنوياً.

الباحثون في الفساد يميزون بين ما يدعونه الفساد الصغير أي الفساد على المستوى البيروقراطي كالرشوة لموظف لاقتصار مدة تقديم الخدمة وسواه مما يعتبره ذا أثر ضئيل في المجتمع مقارنةً بالأعمال الفاسدة التي يقوم بها القرار السياسي والتي هي فساد سياسي أثر سلبي كلي في المجتمع ويعتبر فساداً كبيراً . فالفساد

هناك أناس سمعوا
إن الوطن غالي فباعوه

العدد - ١٠٠

تاريخ الإصدار: ٣٠ حزيران

٢٠١٦

أسبوعية إقتصادية - تصدر شهرياً مؤقتاً

مدير الإدارة: خالد وفيق الطيبي

رئيس التحرير: مروان وليد الطيبي

مدير التحرير: عبد معروف

المدير المسؤول: فوزي صولي

ترجمة: وجيه بعيني

مدير العلاقات العامة: ماهر عياش

٠٣/٦٦٥٢٩٥

مكتب بيروت: شارع مار الياس

سنتر دكا - ٧ط

هاتف: ٠١/٧٠٥٣١٣

فاكس: ٠١/٧٠٥٣١١

مكتب باريس

زينة الطيبي

Bureau de Paris

Zeina El Tibi

14, Avenue d'Eylau

75016 - Paris (France)

Tel : +33 (0)1 77 72 64 29

e-mail: al_ayam_1966@hotmail.com

الاشتراك السنوي

داخل لبنان:

الأفراد: ١٥٠,٠٠٠ ل.ل

المؤسسات: ٢٥٠,٠٠٠ ل.ل

خارج لبنان:

٣٠٠,٠٠٠ ل.ل

والعصّ والجَزرة والجَزُر.

وزارة العمل تسعى رغم كل الضغوط من أجل تنظيم سوق العمل وتحسين أدائه وقدراته الاستيعابية بكل ما لديها من الممكن والمتاح، رغم مزايدات المزايديين والفسّائين، والذين لا يهمهم أن تكون مصلحة العاملين ولقمة عيشهم ضحية وثنماً لشعارات نارية مزيدة لا تُسْمِنُ ولا تُغني من جوع، فمصلحة العمال شئنا أم أبينا تتطلب الجهد والتواصل والتنسيق مع الجهات المُشغّلة، وذلك من أجل حمايتهم وضمان حقوقهم برغم مرارة السياسة وزعافها أحياناً كثيرة، وذلك إيماناً بقناعتنا والتزامنا بواجباتنا المنوطة تجاه عمالنا، وزى ما انتوا عارفين» اللي بدوا يوكل السخام لازم يقنالوا معلقة، لأن المسؤولية تكليف بامتياز وليست تشريف، واللي ما يتوسخ هو اللي ما بيعمل. فديّننا والتعليمات لدينا أن نذهب الى أقاصي الدنيا في سبيل مصلحة عمالنا

تتمة ص. ٨

الوعي الوطني وظلم البطالة في أوساط الشباب

أصف قزموز



حالتنا ممتازة والإشياء مَعْدُنْ، (طبعاً فيش أكثر من اللي عابشين ومترزقين على مصايب وخوازيق غيرهم). يعني اذا بترحل من هون راح يرحلوا كلهم وراك منشان يراقبوك ويخوزقونا، وساعتها راح يخرّب بيتنا ونرجع للفقر والبهلة ويُلتعن إنا على أبونا، من شان الله ما ترحل جاه الله عليك، وأجهشوا بالبكاء متوسلين فجواب النعم من عينيهم وبيوتهم، وكلّ بيكي على ليلاء يا ويلاء، زيّ اللي فات قديمه وتاه. قاتل الله البطالة لما بتعم، والفقر لما بيجم، زيّ القمل لما بيئم، والداهيه لما يتسم.

سوق العمل الفلسطينية ما زالت تعاني من الأوضاع المأزومة، ذاتها منذ أن غادرنا الاحتلال نسبياً تاركاً لنا جملة إجراءات وخوازيق ملغومة، تجعل العامل مضطراً للمقارنة بين وضعه الحالي ووضع السابق الأكثر رخاءً وأريحية مشرومة، وهذا هو المطلوب والهدف من وضعنا بهذه الصورة نحمل قربة مخرومة، تحت مطرقة الاجراءات الاسرائيلية التي تعقد وتصعب دخول العامل الفلسطيني لسوق العمل الاسرائيلية المحسومة، قياساً بالأمس الذي مضى بأحلامنا الموهومة. وشاهد ذلك أن الاجراءات التي اتخذت للتضييق على المواطن والاقتصاد الفلسطيني لا سيما سوق العمل، فقدت اليوم سنداها الأمني الذي تذرعت به حكومة الاحتلال، وزالت كل الحجج، بحيث أصبحنا نعيش حالة ضبط وربط أمني وسياسي لم يسبق لها مثيل، لا بل وأكثر هدوءً واستقراراً مما كان عليه الحال عشية اندلاع انتفاضة الأقصى، ومع ذلك يصر الاحتلال على بقاء هذه الاجراءات الخائفة رغم زوال أسبابها. وما أشبه اليوم بالبارحة حين احتلت اسرائيل الضفة الغربية في العام 1967، حيث انصرف الناس عن التفكير في الاحتلال وانشغلوا بالمقارنة بين الأجور الخيالية والحياة الأفضل قياساً بالماضي، وذلك عبر منطلق العصا

للسكن معه مجاناً في غرفته المنفردة بالمدينة، لكنه لا يستطيع بسبب التزامه بديون للبقال والخضرجي والقهوجي. وفجأة زيّ الجلطات يزوره الدائون جميعاً معاً كالاختياخ، فيبادرهم بالاعتذار عن ضيق حاله ويظمنهم أنه لن يغادر المنطقة قبل سداد ديونه. فيجيبونه: عيب يارجل، انت مناضل وضحية ودافعت عن حقوق الفقرا والغلابا، احنا اللي مدينين لك ومستعدين ندفعلك راتب شهري، دخيل عرضك أسنر علينا وما تغادرنا الله يخليك.

أجهش بالبكاء وهو لا يكاد يصدق ما يسمع من أناس كانوا يحتقرونه بالأمس، ويسخرون من نضالاته بعُلو الصوت والهَمْس، (معقول صخيوا الناس؟!.) ولما أصرّ على رفض العرض، قرروا مصارحته، فقالوا: بصراحة، من لحظة ما وصلت حضرتك هون والشرطة السرية رابحة جاية، بيراقبوك عالطالعة والنازلة، إشي بهينة زبال إشي متخفي بنظارة، أسفل من بصبصنة جاز على الجارة، ولأ مطاردة بس ورى الفارة، يعني قرفونا عيشتنا، بعدين أجا على هدول شرطة بتراقب عليهم، بعدين مراقبين على المراقبين، وعلى راي فيروز في مسرحية يعيش لما بتقول: الهيئة ما بقى تعرف مين أكبر منك ومين أصغر منك، مين العم بتراقبو ومين العم بيراقبك مين ركّب هالتركيبة؟! وهكذا، حتى عمّرت المنطقة وصارت زي ما انتي شايف

في قصته «صحة الناس» يخرج بطل عزيز نيسين من سجنه، حيث تركته زوجته بلا استئذان، ليجد نفسه طريداً شريداً، عاطلاً عن العمل وحيداً، فقيراً منتوفاً لا معو يدفع أجار البيت ولا ما يسد جوعه زي العالم والناس. فيهم باحثاً عن سكن مقدور عليه، حاملاً من اليأس والإحباط ما يكفي لخسف سهول فسيحة وهدم جبال شاهقة حوالية، بعدما قضى حياته قبل السجن مدافعاً عن حقوق العمال والفقراء والمظلومين في سبيل العدالة فاقداً ببطالته وحُقيته، ومشجوج الرأس بفتح ابن خالوته. وفي منطقة مقطوعة بعيداً عن المدينة، يجد غرفة صغيرة تليق بعيشة الكلاب الضالة في أحسن حالاتها المشيئة، وحين يجتمع الفقر والبطالة بامرئ محروم السكن وحتى السكن وسرعان ما انشئت بقربها بقالة من بقايا التنك وسحاحير الخشب، ثم كُشك لبيع الخضار ومقهى المعلم رجب، وانتشر الباعة المتجولون كالقمل والسبيان والكشيب، بائع كعك على بائع ترمس على اسكافي على ماسح أحذية مُنْتَدَب. طبعاً مع عائلاتهم عمّرت المنطقة، والكل كانوا في الفقر شرق.

ظل الرجل عاطلاً عن العمل، وأصحابه على الحديدية، في وضع زيّ الصرماية حيشا السامعين والكازيين. فيعرض عليه أحد أصدقائه العودة

خروج المملكة المتحدة من الاتحاد الأوروبي بعين عربية

تتمة الصفحة 1



تعاون جديد.

ومضى يقول إن كاميرون يشعر «بأنه غير قادر على بدء مفاوضات حول مسألة لا يؤمن بها ولا يعلم كيف سيقوم بها».

وأضاف «وهذا الأمر ينطبق بالمناسبة على غالبية الذين صوتوا من أجل الخروج»، في إشارة إلى مسؤولين في حملة الخروج من بينهم رئيس بلدية لندن السابق بوريس جونسون الذي بات الأوفر حظاً لخلافة كاميرون.

ولدى سؤاله حول ما إذا كان بالإمكان «التراجع» عن قرار الخروج وكيفية القيام بذلك أجاب كيري «أعتقد أن هناك عدة طرق».

من جهته، أعلن وزير الخارجية الأميركي جون كيري أن خروج بريطانيا من الاتحاد الأوروبي ربما لا يتحقق أبداً، وأن لندن ليست في عجلة من أمرها لذلك.

وقال كيري خلال مشاركته في منتدى «آسين آيدياز فستيفال» في كولورادو (غرباً) إن رئيس الوزراء

البريطاني ديفيد كاميرون يشعر بأنه «غير قادر» على التفاوض حول خروج البلاد الذي لم يكن يريده أصلاً.

وأضاف كيري الذي كان زار كاميرون في مقره في لندن الاثنين «إنه طلاق معقد للغاية»، في إشارة إلى المفاوضات من أجل خروج بريطانيا من الكتلة الأوروبية.

وتابع أن كاميرون لا يريد تطبيق المادة 50 من معاهدة لشبونة والتي ستطلق آلية الخروج التي تستمر نحو عامين.

وأوضح كيري أن لندن لا تريد أن تجد نفسها خارج أوروبا بعد عامين قبل أن توقع على اتفاق

السورية أن «ينتبه العرب إلى ما قد يعينهم مباشرة ومداورة من الاستفتاء البريطاني . يمنح مشروعية إضافية للساعين إلى إصلاح الأمم المتحدة ومنظمتها الفرعية. ويمس بعمق بتركيبة مجلس الأمن والفيئو الذي تتمتع به الدول الخمس الدائمة العضوية فيه».

وحول مستقبل العلاقات بين بريطانيا والخليج، تقول مها محمد الشريف في «الرياض» السعودية «ما يهمنا بشكل أكبر هو كيف ستتعامل دول الخليج مع التغييرات السياسية والاقتصادية المصاحبة لهذا القرار، إذ إن خروج بريطانيا من عضوية الاتحاد الأوروبي سيحرر القرار الاستراتيجي البريطاني من قيود أوروبا، فضلاً عن استعادة السيادة الكاملة والمباشرة في اتخاذ القرار البريطاني، وهذا لا بد أن تضعه دول الخليج في الاعتبار وتمضى باتجاه تعزيز العلاقات الخليجية البريطانية، خصوصاً وأن بريطانيا ستسعى في المستقبل القريب لتعزيز تحالفها مع الولايات المتحدة الأميركية، وهذا يتطلب المزيد من التناغم الخليجي مع التحالف الجديد الذي سيصبح من دون شك أحد مراكز القرار العالمي».

طلاق صعب

يرى الكاتب عبد الله خليفة الشايجي أن الخروج «يشكل انتصاراً لمنطق التوقع والانغلاق وعدم اقتناع بريطانيا بأوروبا وتراجع روح الوحدة وانتصار الانعزال ورفض المهاجرين واللاجئين».

وبنفس النبرة، يقول خير الله خير الله في صحيفة «المستقبل» اللبنانية «ستدفع المملكة المتحدة، التي وقف أكثر من نصفها بقليل مع الخروج من أوروبا، ثمناً غالياً، لا شيء سوى لأنّ الازدهار البريطاني، عاند في معظمه، إلى أن العلاقة بأوروبا وإلى حسن إدارة هذه العلاقة والاستفادة منها ولا شيء آخر غير ذلك».

كما يقول رحيل محمد غرايبة في «الدستور» الأردنية إن «قرار الشعب البريطاني يمثل الانكفاء البريطاني نحو العزلة والاستغناء عن لغة الوحدة والمشاركة التي أصبح لها كلفة عالية على البريطانيين، في ظل ارتفاع منسوب ثقافة العنصرية لديهم ولدى أغلب شعوب العالم، والميل نحو النزعة اليمينية المتعصبة».

وفي جريدة الرأي الأردنية يرى الكاتب محمد كعوش أن انسحاب بريطانيا «يشير إلى بداية ربيع أوروبي» وولادة مشروع تفكيك الاتحاد وخلق أوروبا الجديدة ، وإن كان البعض يرى أن هذا المشروع قد لا يتحقق في المدى القريب ، إلا أن الزلزال الذي ضرب الاتحاد سيكون له تداعيات خطيرة تظهر نتائجها بسرعة».

تداعيات الخروج

وحول تأثير انسحاب المملكة على باقي دول العالم، يقول علي نصرالله في صحيفة الثورة السورية إن «هذه الآثار لن تتوقف عند حدود الاتحاد الأوروبي بل ستتجاوزه، وستطال العالم كله ليس لأن بريطانيا ما زالت دولة عظمى، وبالتالي فإن اهترازها لا بد أن يهز العالم، بل لأن فشل تجربة الوحدة الأوروبية نسبياً، وبروز خيار الخروج البريطاني منها سيفتح الباب أمام الآخرين، وسيلقي بظلاله الثقيلة على التكتلات والتجارب الوحيدة الأخرى».

كما يتوقع الكاتب أنه «قد يتفكك الاتحاد الأوروبي، وقد تتمزق منطقة اليورو ونظامها، لكن الذي يعيننا هو معرفة شكل المولود الرأسمالي الجديد الذي سيلتهم العالم بطرائق جديدة فيها من النهب والحرب ما هو أكثر تطوراً من سابقتها».

ويتمنى الكاتب علي بردي في «النهار»

قسّط عراحتك!

من 3 إلى 8 سنين

تل القمر

قطل جبلي وبحري ولا أروع

مشروع سكني على تلة المية ومية 95m² 105m² 135m² 145m²

07/735209 - 03/110672
مكتب جهاد الحريري، صيدا مقابل السراي الحكومي
أو الصيدي: عبد الفني جبلي 03/055 906

الحريري Hariri
للخدمات العقارية Real Estate Services



الاقتصاد العربي - ص. ٨

الفساد في الوطن العربي .. آفة تعادل خطر
الاحتلال الخارجي



القضية المركزية - ص. ٥

في اليوم العالمي للاجئين :
مأساة الشعب الفلسطيني لم تتوقف بعد!

خروج المملكة المتحدة من الاتحاد الأوروبي بعين عربية



تناقش صحف عربية تداعيات خروج المملكة المتحدة من الاتحاد الأوروبي وكيف سيؤثر هذا القرار على مستقبل بريطانيا والأطراف التي تربطها علاقة بها حول العالم.

ويعتقد محللون أن بريطانيا هي «الخاسر في كل المجالات» عقب صدور النتيجة الرسمية للاستفتاء لصالح خروج بريطانيا. ويرى كتاب آخرون أن هذا الوضع الجديد «سيحرر القرار الاستراتيجي البريطاني من قيود أوروبا». كما أن هناك من يقول إن انفصال المملكة، بعد عقود من العلاقات التجارية والاقتصادية مع الدول الأعضاء بالاتحاد، أحدث «زلزالاً» سيؤثر سلباً على اقتصادات دول أوروبية عدة.

هل تتجه بريطانيا نحو «الانزعال» و «النزعة اليمينية المتعصبة»

يقول علي محسن حميد في جريدة الأهرام المصرية: «لا مجال للإنكار بأن نتيجة الاستفتاء نكسة وأن بريطانيا هي الطرف الخاسر في كل المجالات بما فيها التعايش وقبول التعددية الثقافية والعرقية».

وأضاف: «لم يدرك هؤلاء بأن الخروج يعني تقسيم المملكة المتحدة التي لن تبقى متحدة بعده، فبعض الانجليز لا يعيرون ببقاء اسكتلندا وويلز وأيرلندا الشمالية ضمن المملكة ويعتقدون أن لديهم من الإمكانيات والقوى البشرية ما يجعل إنجلترا دولة غنية وقوية لا تحتاج إلى شركائها في هذا الكيان».

تتمة ص. ٢

تفجير المصارف: لبنان هو المستهدف



منذ أن أصدرت الحكومة الأمريكية قراراتها بالعقوبات المصرفية على «حزب الله»، قلنا أنه 17 أيار مصرفي، وقلنا أنه قرار 1559 على الصعيد النقدي، وأن اتفاقية أيار المشؤومة لم تحاول انتهاك السيادة في لبنان فحسب، بل كانت مشروعاً لإشعال حرب كبرى كالتى شهدتها لبنان بعد عام 1983، وأن قرار 1559 هو نذير شؤوم لا للإيقاع بين اللبنانيين، وبيتهم وبين أشقائهم السوريين والفلسطينيين فقط، بل لتمهيد الجو لفتنة كبرى كان اغتيال الرئيس الشهيد رفيق الحريري عنوانها، ومحاصرة المقاومة هدفها، وضرب الأخوة اللبنانية - السورية - الفلسطينية غايتها...

واليوم في انفجار فردان، وعلى خلفية التباين بين بعض المصارف وقيادة المقاومة، يجري استهداف قوتين كبيرتين يقوم عليهما لبنان هما: المقاومة في المعادلة الذهبية «شعب وجيش ومقاومة»، والنظام المصرفي اللبناني الذي يشكل ازدهاره تحدياً للصهانية وحلفانهم القدامى والجدد.

المستهدف إذن هو لبنان، والذي كان مستهدفاً منذ قيام الكيان الصهيوني 1948، لأنه في صيغته وتركيبته ورسالته نقيض للمشروع الصهيوني، وحين يستهدف لبنان تستهدف عناصر القوة فيه، وعنصر القوة في لبنان اليوم هما المقاومة، عسكرياً وأمنياً وسياسياً، والنظام المصرفي نقدياً ومالياً واقتصادياً.

المطلوب صيغة عاقلة تضع حداً للتباين القائم حالياً، بما يصون المقاومة وبيئتها، ولا يربك المصارف اللبنانية في تعاملاتها الدولية وعلاقاتها المصرفية.

معن بشور

(من مقابلة تلفزيونية على قناة الثبات)

مجموعة
اليمن للطباعة

EL YAMAN GROUP
Since 1987
PRINTING, PACKAGING,
& LABELLING SOLUTIONS

26 YEARS OF EXPERIENCE & PROFESSIONAL PRINTING SERVICES

LABELPRINTING
طباعة لواصلق ولايبل

PACKAGEPRINTING
علب و أكياس

BOOKPRINTING
طباعة كتب

INDUSTRIALPRINTING
طباعات صناعية

PROMOPRINTING
مطبوعات دعائية

DIGITALPRINTING
طباعة رقمية

SECURITYPRINTING
طباعات سرية

WEDDINGBOUTIQUE
بطاقات الأعراس